



# VILLE DE WIMILLE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT  
du Pas-de-Calais

ARRONDISSEMENT  
de Boulogne-sur-Mer

Canton de Boulogne Nord-Est

Tél. 03.21.32.02.76  
Fax 03.21.32.17.88

SEANCE DU 13 FEVRIER 2013

L'an deux mille treize, le treize février, à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique, suivant une convocation en date du 4 février 2013 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la mairie.

**Etaient présents :** A. LOGIÉ, Maire, D. AGASSE, M.F. TRIQUET, J. GUYOT, N. LEDET, H. TIERTANT, A. DECROOCQ, Adjoints, E. THERY, J.P. CAPPELLE, S. PERARD, G. VERVERSCH, L. CORRUE, J. PEREIRA, J. BRUNET, N. DE WAZIERES, J.P. BASTIDE, J. DUPERON, V. SAUNEUF, J.P. DURIEZ, M.C. CLERET, B. LEMAIRE, C. DUPUIS-CUNY, J.L. RAVIART, Formant la majorité des membres en exercice, soit ..... 23/27

**Etaient absents excusés avec procuration :** R. CALON (procuration à N. LEDET), J. COLOMBEL (procuration à D. AGASSE), K. GUILBERT (procuration à G. VERVERSCH),  
Soit ..... 3/27

**Etait absent :** J. DELATTRE,  
Soit ..... 1/27

**Président de séance :** Monsieur Antoine LOGIÉ, Maire.

**Secrétaire de séance :** Madame Nathalie DE WAZIERES, Conseillère Municipale.

N° 2013/2

**OBJET :** Avis relatif à l'arrêt du Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais.

Le SCOT issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain est un document de planification qui constitue une véritable réflexion en matière d'aménagement urbain et d'urbanisme sur le devenir du territoire à 20 ans. Le SCOT doit donc servir de référence pour la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles, centrées sur les problématiques de l'habitat, les déplacements, le développement commercial, l'environnement, l'organisation de l'espace et les politiques territoriales portées par les communes.

Le 20 septembre 2012, le comité syndical du SCOT du Boulonnais a prononcé l'arrêt de projet du SCOT. La période d'élaboration du document est donc achevée.

Quatre années de travail rythmées par de nombreuses réunions pilotées par l'Agence d'urbanisme et de développement économique ont été nécessaires à la constitution de ce document.

L'élaboration du SCOT a été jalonnée par une évolution juridique majeure, la loi Grenelle II qui a introduit dans le Code de l'Urbanisme des impératifs environnementaux comme le changement climatique, la préservation des continuités écologiques, l'instauration d'un Document d'Aménagement Commercial et la lutte contre l'étalement urbain.

Les élus ont arrêté un projet en adéquation avec leur vision des besoins et du devenir du territoire. Désormais, la concertation se poursuit et à ce titre, l'avis des personnes publiques associées est sollicité.

Le résumé non technique est disponible sur le site de la mairie [www.mairie-wimille.fr](http://www.mairie-wimille.fr) et l'ensemble des documents relatifs au projet sont consultables en mairie aux heures habituelles d'ouverture.

A la demande de Monsieur le Maire, Monsieur Olivier Delbecq, Directeur de l'Agence d'Urbanisme, présente à l'ensemble du Conseil Municipal un diaporama synthétisant le SCOT.

Après examen et délibération,  
le Conseil Municipal,  
à l'unanimité des membres présents ou représentés.

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.122-1-1 à L122-19 et L. 300-2 ;
- Vu le projet de SCOT arrêté le 20 septembre 2012 par le Comité Syndical du Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais ;
- Vu le courrier du Président du Syndicat Mixte du SCOT en date du 19 novembre 2012 ;

EMET un avis favorable au Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais tel qu'arrêté le 20 septembre 2012 par le Comité Syndical du Syndicat Mixte.

DÉPOSÉ À LA  
SOUS-PRÉFECTURE

LE

13 FEV. 2013



Fait et délibéré en séance publique  
les jour, mois et an susdits.



Le Maire,

Antoine LOGIÉ.

Ce

CERTIFICAT D'AFFICHAGE ET DE PUBLICITÉ

Le Maire de WIMILLE certifie que la présente délibération a été affichée à la porte de la mairie le 20 février 2013 ; qu'elle a été déposée en Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER au titre du contrôle de la légalité le **19 FEV. 2013**



Le Maire,

Antoine LOGIÉ.

La présente délibération peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille ou d'un recours gracieux auprès de la commune de WIMILLE, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de 2 mois pour répondre. (Article 421-1 et suivant du Code de Justice Administrative).

*a*